

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



**SIXIÈME COMMISSION, 1011^e
SÉANCE**

Jeudi 30 novembre 1967,
à 15 h 15

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
<i>Hommage à la mémoire de M. Léon Mba, président de la République gabonaise</i>	343
<i>Point 98 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Question des privilèges et immunités diplomatiques (suite):</i>	
a) <i>Mesures visant à mettre en œuvre les privilèges et immunités des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies et les privilèges et immunités du personnel et de l'Organisation elle-même, ainsi que les obligations des Etats en ce qui concerne la protection du personnel et des biens diplomatiques;</i>	
b) <i>Réaffirmation d'une immunité importante des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies</i>	343

Président: M. Edvard HAMBRO (Norvège).

Hommage à la mémoire de M. Léon Mba, président
de la République gabonaise

Sur la proposition du Président, les membres de la Commission observent une minute de silence en hommage à la mémoire de M. Léon Mba, président de la République gabonaise.

POINT 98 DE L'ORDRE DU JOUR

Question des privilèges et immunités diplomatiques (suite) [A/6832/Rev. 1, A/6837, A/C.6/381, A/C.6/L.633]:

- a) Mesures visant à mettre en œuvre les privilèges et immunités des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies et les privilèges et immunités du personnel et de l'Organisation elle-même, ainsi que les obligations des Etats en ce qui concerne la protection du personnel et des biens diplomatiques;
- b) Réaffirmation d'une immunité importante des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies

1. M. OULD DADDAH (Mauritanie) dit que, si l'on veut faire un effort constructif pour donner une heureuse conclusion aux débats de la Sixième Commission

sur la question considérée, ses membres doivent faire preuve d'une certaine modération et éviter d'assimiler cette question à de graves problèmes politiques mettant en jeu la violation de principes qui devraient être obligatoires pour tous les Etats. Il adresse un appel aux représentants de la Côte d'Ivoire et de la Guinée ainsi qu'aux autres représentants qui interviendront dans le débat, pour qu'ils fassent en sorte que la discussion demeure au niveau élevé qui est celui qu'exige la défense des principes de la Charte des Nations Unies et des conventions internationales existantes. Le représentant de la Mauritanie espère que les efforts déployés pour régler le différend qui s'est élevé entre la Côte d'Ivoire et la Guinée à la suite du regrettable incident de juin 1967 seront couronnés de succès et que les relations normales seront bientôt rétablies entre les deux pays. En évitant toute répétition d'incidents de ce genre, on améliorerait la situation en Afrique et le processus du développement pourrait se poursuivre sans entrave. Etant donné que de nombreux pays d'Afrique n'ont accédé à l'indépendance que depuis peu et dans des conditions extrêmement différentes, il est urgent d'établir la compréhension et l'harmonie.

2. La Commission a pour tâche de faire les recommandations qu'elle estime les plus appropriées pour que les privilèges et immunités diplomatiques ne soient pas violés. Elle ne doit pas se laisser entraîner dans des débats politiques violents et acrimonieux et, au demeurant, les pays frères d'Afrique n'ont aucun intérêt à faire étalage des facteurs qui les divisent.

3. Le projet de résolution présenté par l'Algérie, le Burundi, le Congo (Brazzaville), la Mauritanie, l'Ouganda, la République arabe unie, la République-Unie de Tanzanie, la Somalie, le Soudan et la Zambie (A/C.6/L.633), réaffirme les principes généraux sans le respect desquels il n'est pas possible d'arriver à un règlement pacifique des différends ou d'assurer le maintien de la paix. Soucieuse de défendre ces principes, la délégation mauritanienne a décidé, sans préjugé ni parti pris, de se joindre aux auteurs de ce projet de résolution.

4. M. YOUNG (Chili) dit que son pays, que des liens d'amitié étroits unissent à tous les peuples d'Afrique, espère que le différend occasionné par le regrettable incident de juin 1967 sera bientôt définitivement réglé. La délégation chilienne, qui est résolument en faveur de la protection des immunités et des privilèges à l'Organisation des Nations Unies, exposera ultérieurement sa position plus en détail.

5. M. AKE (Côte d'Ivoire) dit que, malgré le désir sincère de sa délégation d'éviter le lamentable débat

qui s'est ouvert entre Africains, il se trouve obligé d'intervenir pour répondre, d'une part, à la délégation guinéenne et, d'autre part, pour exposer la position juridique de son gouvernement sur la question soumise à l'examen de la Commission, à savoir celle des privilèges et immunités diplomatiques.

6. Avant d'entrer dans le vif du sujet, il tient à s'excuser auprès des membres de la Commission du ton et du langage qu'il sera amené à adopter au cours de son intervention. Jusque-là, en effet, les délégations ivoiriennes à l'ONU ont toujours évité de passionner les débats, persuadées que c'est seulement dans une atmosphère sereine et courtoise que les responsables sensés et raisonnables règlent les difficultés qui peuvent les opposer.

7. La délégation ivoirienne se trouve maintenant contrainte de s'abaisser à utiliser un langage qui soit à la portée d'un interlocuteur qui, passé maître dans l'art de la diffamation, de l'insulte et de la polémique stérile, ignore les règles de la courtoisie et des bienséances.

8. Le délégué guinéen s' imagine avoir prouvé à la Commission la culpabilité du Président de la République de la Côte d'Ivoire dans les soi-disant complots ourdis contre le régime et la personne du président Sékou Touré. Le conseil cynique de Beaumarchais: "Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose", semble être la règle d'or du régime guinéen. Encore faut-il, pour que la calomnie, cette entreprise méprisable, ait quelque chance de réussite, qu'elle soit distillée avec assez d'intelligence et de vraisemblance. Or, l'intelligence et la mesure n'ont jamais été les qualités dominantes des hommes du régime de Conakry dont les interventions grossières, les revirements, les pirouettes et les mensonges ont écœuré jusqu'à leurs derniers amis.

9. Aussi M. Ake n'aura-t-il guère de difficulté à réfuter les accusations fallacieuses portées contre son pays et son président et à démontrer ainsi que, pour une fois, il ne restera rien des calomnies odieuses et venimeuses besogneusement inventées par des hommes sans foi ni loi.

10. Du fatras d'accusations lancées par le représentant de la Guinée contre le chef de la Côte d'Ivoire, le président Houphouët-Boigny, dont la bonté et la générosité rayonnantes ont fait, M. Ake aura l'occasion d'y revenir plus loin, du Président guinéen ce qu'il est aujourd'hui, il ressort qu'avec une constance digne d'un meilleur sort, le chef de l'Etat ivoirien ne cesse de comploter contre le Gouvernement et le régime guinéens.

11. Avant d'étudier en détail la genèse et la réalité de ces prétendus complots, il est nécessaire de jeter un rapide coup d'œil sur l'application par la Côte d'Ivoire et par la Guinée des principes essentiels arrêtés à Addis-Abéba, lors de la grande rencontre de l'unité africaine^{1/}, à savoir les principes de la condamnation des assassinats, de la subversion et de la non-intervention dans les affaires inté-

rieures des Etats, qui sont consacrés par ailleurs par la Charte des Nations Unies.

12. La condamnation de l'assassinat politique, de la subversion et de l'intervention dans les affaires des autres Etats, est l'une des constantes de l'action politique du Président de la République de Côte d'Ivoire depuis l'époque lointaine où, Président du Rassemblement démocratique africain (RDA), il finançait avec ses fonds personnels et ceux du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) les difficiles campagnes du Parti démocratique de la Guinée (PDG) alors naissant.

13. Ces principes sacrés ont été réaffirmés solennellement à Addis-Abéba par le président Houphouët-Boigny qui a déclaré ce qui suit: "Ce que nous considérons comme contraire à l'esprit d'unité qui nous anime tous, ce sont les assassinats, les meurtres, organisés de l'extérieur ou avec la complicité tacite de l'extérieur en vue de renverser un gouvernement ou un régime qui n'a pas la préférence des Etats africains qui les organisent ou les favorisent."

14. En adhérant à la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, le Gouvernement guinéen acceptait ces principes sans réserve et s'engageait à les appliquer scrupuleusement. Or, si l'on étudie les réactions guinéennes et ivoiriennes à l'occasion des événements politiques qui se sont déroulés au cours des dernières années dans les Etats de l'Afrique de l'ouest, on constate un certain nombre de faits.

15. Le président Houphouët-Boigny s'est toujours abstenu d'intervenir dans les affaires intérieures de pays voisins de la Côte d'Ivoire lorsque leurs chefs d'Etat, avec lesquels il entretenait des liens étroits d'amitié personnelle, ont été menacés ou même renversés par des coups d'Etat. Cette attitude de stricte neutralité n'a connu aucune exception.

16. Le régime de M. Sékou Touré, malheureusement, ne respecte pas aussi scrupuleusement ses engagements. Lors du renversement de Kwame Nkrumah, la Côte d'Ivoire s'est trouvée menacée de voir son territoire traversé par les armées guinéennes mobilisées pour aller réinstaller Nkrumah sur son trône. Sékou Touré invoquait ensuite les stipulations d'une prétendue alliance pour faire d'un chef d'Etat déchu par son peuple le coprésident de son pays.

17. Plus récemment encore, se fondant sur une alliance militaire qui, en l'occurrence, n'aurait eu d'autre but que d'étouffer la volonté d'un peuple, le Président guinéen, faisant fi des principes de l'Organisation de l'unité africaine, massait ses troupes sur les frontières d'un Etat voisin pour impressionner les citoyens de ce pays et intervenir dans ses affaires en soutenant un chef d'Etat dont ils ne voulaient plus.

18. M. Ake passe ensuite à la question des prétendus complots évoqués par le délégué guinéen dans la déclaration qu'il a faite à la séance précédente.

19. Le premier des prétendus complots remonte à 1960, au lendemain de l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance. Ce complot, le représentant guinéen l'a volontairement passé sous silence, et pour cause.

^{1/} Conférence au sommet des pays indépendants africains, tenue en mai 1963, au cours de laquelle la Charte de l'Organisation de l'unité africaine a été adoptée.

20. Dès cette affaire, comme le dit Chaffard dans ses carnets de la décolonisation^{2/}, l'imagination du Président guinéen fonctionne et "la complotite sévit". Les complots foisonnent, le tribunal révolutionnaire siège sans désespérer. On arrête, on emprisonne, on condamne, on exécute, on fait disparaître sans laisser de traces tous les opposants qualifiés de contre-révolutionnaires. C'était le règne de la terreur.

21. La véritable raison de cette folie sanguinaire était l'échec économique et financier lié à la prétendue réforme monétaire qui, en désorganisant l'économie du pays, venait de le plonger dans la misère et dans la faim.

22. Pendant ce temps, l'on se gargarise de phrases martiales et révolutionnaires du type: "Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage", sans se rendre compte que le peuple que l'on baillonne et que l'on opprime désire, lui, "la richesse dans la liberté".

23. C'est à cause de cette faillite totale, doublée comme il se doit par l'instauration d'un régime totalitaire et policier, que les Guinéens en colère, fuyant leur pays et les hystériques du régime, se réfugient dans les Etats voisins en quête de mieux-être et de liberté. Ainsi, 280 000 malheureux citoyens guinéens se sont réfugiés en Côte d'Ivoire et presque autant au Sénégal. Un tel résultat témoigne éloquentement de la popularité d'un système et des succès d'un régime. Quant aux intellectuels guinéens, camarades d'école de ceux de la Côte d'Ivoire, ils ont pour la plupart fui leur pays, leurs espérances déçues et leurs vies menacées.

24. C'est dans cette atmosphère détonante de mécontentement généralisé qu'a vu le jour un nouveau complot dirigé contre le président Sékou Touré. Le 9 octobre 1965, un Guinéen, M. Mamadou Touré, a déposé les statuts d'un parti d'opposition légale, ainsi que la liste des membres de son bureau. Le parti avait pris le nom de "Parti de l'unité nationale de Guinée". Encore une fois, l'imagination fertile du Président guinéen s'est mise à fonctionner. Les fondateurs du parti ont été arrêtés, inculpés de complot et certains d'entre eux exécutés. Cela n'était pas suffisant; il fallait un complot grandiose pour montrer à quel point la vie et l'œuvre de Sékou Touré étaient menacées par les méchants colonialistes et néo-colonialistes. On impliqua donc dans l'affaire la France et la Côte d'Ivoire. Le 15 novembre 1965, le Gouvernement guinéen accuse M. Jacquinet, M. Triboulet et M. Foccard de comploter avec Mamadou Touré pour assassiner le président Sékou Touré.

25. L'audace était grande et la ficelle un peu grosse. La Côte d'Ivoire n'aurait pas attaché d'importance à cette farce si peu digne si l'on n'avait vu, à Conakry, ainsi que le délégué guinéen l'a déclaré hier, la main du président Houphouët-Boigny dans ce sombre complot où devait être impliqué un haut fonctionnaire ivoirien, M. François Kamano.

26. Le peuple ivoirien a été meutré par les grossièretés, les mensonges et les insultes des Guinéens et en est venu à reprocher à son président sa trop

grande générosité, dont le principal bénéficiaire avait été Sékou Touré.

27. Le président Houphouët-Boigny, que l'on a en vain voulu salir, a droit à la justice, mais la justice ne peut se rendre que par la vérité. Pour rétablir la vérité et la faire éclater aux yeux de tous, M. Ake décrit la manœuvre machiavélique montée par M. Sékou Touré en vue de tenter de compromettre le Président de la Côte d'Ivoire dans un complot que rien, dans les relations ivoiro-guinéennes, excellentes à l'époque, ne pouvait laisser prévoir.

28. A ce moment-là, la Côte d'Ivoire et ses amis du Conseil de l'entente accusaient le chef d'Etat du Ghana d'alors, M. Kwame Nkrumah, d'entretenir sur les territoires du Ghana des camps de subversion où des individus étaient formés à la technique de la guérilla afin d'aller ensuite renverser les régimes des Etats voisins, hostiles à son système utopique de gouvernement continental. Le représentant de la Côte d'Ivoire n'insiste pas sur la réalité de ces camps, dont l'existence a été révélée et confirmée par les nouveaux dirigeants du Ghana qui ont remis aux autorités ivoiriennes ceux des Ivoiriens égarés qui participaient à cette œuvre criminelle. Ceux-ci, le jour même, ont été libérés et rendus à leur famille. M. Ake constate avec plaisir qu'ils ont repris leur place entière au sein de la nation ivoirienne.

29. Les Etats de l'entente ont menacé alors de ne pas assister à la Conférence au sommet de l'Organisation de l'unité africaine qui devait se réunir à Accra, si Nkrumah ne mettait pas immédiatement un terme à la politique de subversion organisée contre eux à partir du Ghana. Il lui fallait de toute urgence trouver un moyen de se sortir d'une situation compromettante pour éviter l'échec d'une conférence dans laquelle il mettait tant d'espoir, persuadé qu'il pourrait, à cette occasion, faire triompher ses thèses délirantes. Il a recouru alors à l'imagination de son frère guinéen pour mettre sur pied une manœuvre de diversion. Le président Sékou Touré a aussitôt monté de toutes pièces un complot dirigé contre sa personne et son régime, afin d'essayer de prouver à l'opinion africaine que la Côte d'Ivoire n'hésitait pas à porter elle-même la subversion chez les autres.

30. Le procédé était grossier et n'a trompé que ceux qui voulaient bien être trompés. Pour tenter d'étayer son complot, tous les moyens ont été mis en œuvre par Conakry et cela a abouti à l'arrestation d'un haut fonctionnaire ivoirien, M. François Kamano, directeur des prestations sociales, innocente victime de la haine que Sékou Touré, jaloux des réalisations ivoiriennes, nourrit contre celui qui a fait de lui ce qu'il est aujourd'hui et contre un peuple qui lui a tant donné. C'est dans ces circonstances qu'est survenue l'arrestation de M. François Kamano, lequel s'était rendu à Conakry pour informer sa belle-mère de l'hospitalisation de son beau-frère.

31. L'affaire Kamano est simple et ne grandit pas ceux qui l'ont montée. M. Kamano a été arrêté, jeté en prison, mis au secret et soumis à des sévices et à des brutalités inouïs sans jamais savoir ce qu'on lui reprochait, sinon qu'il n'acceptait pas de porter

^{2/} Georges Chaffard, *Les carnets de la décolonisation*, Paris, Calmann-Lévy, édit., 1965.

contre la Côte d'Ivoire et le président Houphouët-Boigny des accusations fausses et fantaisistes.

32. Comme il fallait cependant trouver des preuves pour faire croire à ce complot fantôme et puisque M. Kamano refusait, parce qu'innocent, d'accuser qui que ce soit, on n'a pas hésité à recourir alors à l'affreux supplice de l'électricité pour lui extorquer des aveux et lui faire reconnaître des fautes qu'il n'avait jamais commises. M. Ake cite, à cet égard, un passage de la déclaration faite par l'intéressé devant le Conseil national du parti démocratique de Côte d'Ivoire le 16 novembre 1967, dans les termes suivants:

"Ils me traitèrent d'intellectuel, me tendirent un papier, un crayon Bic et me demandèrent de rédiger mon testament, et Ismaël Touré enchaîna: "Puisqu'il ne veut rien comprendre, veuillez lui apporter le téléphone pour qu'il appelle son président Houphouët, qui, peut-être, lui conseillera de dire la vérité."

"Un commandant rentre, me pose deux écouteurs qui me pincant les oreilles et on me pose la question à nouveau: pourquoi Houphouët vous-a-t-il envoyé? Je répondis que le Président ne m'avait pas envoyé. Aussitôt, une, deux, trois décharges d'électricité partent, suivies de trois autres. Je sens mon crâne éclater, mes yeux sortir de leurs orbites, je crois ma fin venue. Je supplie qu'on me laisse la vie; alors je cède et je réponds "oui", que c'est Houphouët qui m'a envoyé, et je dis tout ce qu'ils veulent me faire dire..."

33. L'utilisation de tels procédés, qui révoltent la conscience de tout homme civilisé et qui abaissent celui qui ose les utiliser au niveau des tortionnaires de la Gestapo, de sinistre mémoire, ne peut être le fait d'un chef d'Etat responsable, mais d'un politicien qui ne recule devant aucune cruauté, devant aucune ignominie pour atteindre ses fins. Quelle valeur peut-on accorder à des aveux extorqués par de tels procédés? Comment les Guinéens peuvent-ils parler de dignité, dans ces conditions?

34. Il n'a jamais été prouvé que M. Kamano soit parti en Guinée pour ourdir un complot. Entre les déclarations faites devant la Sixième Commission et celles faites antérieurement par le Gouvernement guinéen, il y a contradiction, à moins que, pour des raisons que nous connaissons, le Gouvernement guinéen n'ait choisi de modifier sa thèse. En effet, sa première thèse était que la France avait organisé un complot contre la Guinée, avec les ministres français Foccart et Jacquinot, et que le président Houphouët-Boigny n'était que complice, la France lui ayant donné 30 millions de francs CFA pour exécuter le complot en question.

35. Il n'a jamais été prouvé que le Gouvernement guinéen ait trouvé 30 millions de francs CFA sur M. Kamano. En fait, il a été trouvé sur lui, après qu'il eut été fouillé par les autorités guinéennes, une somme de 75 000 francs CFA, soit 300 dollars US. Ceci a été prouvé par la contre-valeur qui lui a été remise à sa libération et qu'il a gardée comme témoignage. La photocopie de cette contre-valeur figurera dans son livre qui paraîtra bientôt pour

dénoncer les atrocités et la barbarie d'hommes qui sont indignes de l'Afrique.

36. On a prétendu néanmoins que M. Kamano était porteur, à son arrivée à Conakry, d'une somme de 30 millions de francs CFA, soit 120 000 dollars US, pour financer le soi-disant complot et que la Côte d'Ivoire avait elle-même reconnu ce fait indéniable. En réalité, la Côte d'Ivoire n'a reconnu aucun fait. Le représentant de la Guinée, faisant preuve de mauvaise foi, a délibérément déformé la pensée du président Houphouët-Boigny qui, dans sa déclaration du 17 novembre 1965, disait:

"Si j'étais cruel ou humoriste — au cas où la situation se prêterait à l'humour —, je dirais que c'est bien ce qui arrive actuellement en Guinée à Kamano, qui ne jurait que par M. Sékou Touré, Kamano, seul Ivoirien qui m'ait demandé avec insistance, au moment des premières injures proférées à mon endroit par M. Sékou Touré, de ne pas répondre au Président guinéen."

Telles sont les paroles en question, et il est regrettable que certains ne les comprennent pas.

37. Ainsi, pendant deux ans, cet innocent n'a pas été jugé, n'a pas eu le moindre secours d'un avocat et n'a jamais été confronté avec ses prétendus complices, qu'il n'avait, d'ailleurs, jamais rencontrés. La délégation ivoirienne a appris à la séance précédente, de la bouche même du représentant guinéen, qu'il avait été jugé et condamné à 15 ans de prison. Elle aimerait savoir devant quelle juridiction il a comparu et quel avocat guinéen, même commis d'office, a assuré sa défense. La Guinée, en effet, prétend avoir souscrit à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

38. Les dirigeants guinéens ont poussé le cynisme jusqu'à lui demander, alors qu'ils savaient que M. Béavogui et M. Achkar étaient arrêtés — arrestation qu'ils se sont bien gardés de lui faire savoir —, de dénigrer le régime ivoirien. Cependant, lors de sa libération forcée, ils ont osé lui proposer la citoyenneté guinéenne et l'asile politique, ce que, très justement, refusa Kamano, qui connaît la grande compréhension et la dignité des dirigeants ivoiriens, qui ne pouvaient retenir les accusations fabriquées de toutes pièces par le président Sékou Touré et son frère Ismaël. Kamano a donc préféré se présenter, meurtri, méconnaissable, mais tête haute, devant ses compatriotes.

39. Ces horreurs, cependant, ne devaient pas suffire. Il fallait aussi que Conakry se ridiculise et c'est alors qu'est intervenue l'affaire récente du Kerisper, nouveau complot, où l'on retrouve une fois encore comme deux compères le président Sékou Touré et Nkrumah.

40. En février 1967, Sékou Touré faisait arraisonner un vieux chalutier ivoirien dont l'équipage composé de 22 personnes, 2 Français, 12 Ghanéens, 3 Voltaïques, 2 Togolais, 2 Maliens et 1 seul Ivoirien, un jeune homme de 17 ans, qui se trouvait en difficulté dans les eaux territoriales guinéennes, abusivement étendues du reste à 130 milles marins. En effet, aucune convention relative à l'étendue des eaux territoriales n'ayant pu être établie, les Etats

sont libres de fixer l'étendue de leur mer territoriale. Cependant, toute liberté a des limites. Dans ce domaine particulier, la limite est constituée par un principe bien connu du droit international qui est la liberté des communications en haute mer. Quant un Etat fixe unilatéralement la limite de ses eaux territoriales à 130 milles marins, comme l'a fait la Guinée, il y a là un abus de droit, puisque les 130 milles se trouvent pas des fonds atteignant 3 000 mètres. Si l'on admet un tel abus il n'y a plus de raison que la prétention de l'Etat souverain connaisse des limites. Ainsi prévaudraient les intérêts particuliers d'un Etat sur les intérêts de la communauté internationale et cela contribuerait à la dégradation du droit international.

41. Contrairement aux allégations du délégué guinéen, les pièces d'identité des membres de l'équipage étaient constituées par les rôles d'équipage, dont un exemplaire était à bord du Kerisper et un exemplaire à la Direction de la marine marchande. Le Kerisper avait un livre de bord tenu à jour, qui a été communiqué à la Direction de la marine marchande dès le retour du chalutier à Abidjan.

42. Dès que le Kerisper a été arraisonné, l'imagination du chef suprême de la révolution guinéenne a travaillé et a conçu le complot visant la tentative de rapt contre le coprésident de la Guinée, Kwame Nkrumah, dont, pourtant, la Côte d'Ivoire n'avait que faire. A cet égard, il est bon de préciser à l'attention des membres de la Sixième Commission que le Kerisper, construit en 1949 et filant de 8 à 10 nœuds, est considéré comme un vieux chalutier. Il est équipé, par ailleurs, d'un poste radio de 50 watts, d'un type ancien et très commun. La marine marchande ivoirienne, si elle compte encore des chalutiers de ce genre, comprend de nombreuses unités de pêche plus modernes et plus importantes, dont l'équipement radio est beaucoup plus récent. Tels sont les faits irréfutables qui peuvent être vérifiés par tous concernant le chalutier et son équipage.

43. Le Gouvernement ivoirien affirme d'autre part n'avoir jamais eu connaissance d'un quelconque projet d'enlèvement de Kwame Nkrumah. Il laisse donc à l'opinion le soin d'apprécier si une mission de commando chargée d'enlever Kwame Nkrumah pouvait raisonnablement être confiée à un chalutier non armé, peu rapide, doté d'un poste de radio ordinaire et dont l'équipage, composé de matelots de plusieurs nationalités, ne comprenait qu'un seul Ivoirien.

44. Accusés immédiatement de cet horrible forfait — encore une fois sans le moindre commencement de preuve —, les hommes de l'équipage du chalutier ont été brutalement jetés en prison, sans jugement comme toujours, maltraités et exposés à une mort lente par la faim et les sévices.

45. Dans cette affaire, il convient de noter un point digne d'intérêt. Le Gouvernement anticolonialiste, anti-impérialiste de Conakry a décidé de réserver un sort spécial au patron et au mécanicien du chalutier, deux Français, et leur a proposé, quatre jours après leur arrestation, des billets d'avion leur permettant de quitter la Guinée. Très dignement, cependant, ces deux Français ont accepté de partager le sort de l'équipage qu'ils avaient eux-mêmes recruté.

C'est une leçon de dignité humaine qu'ils ont donnée par là même au président Sékou Touré. Ce défenseur de la dignité africaine, qui pensait sans doute s'attirer ainsi les bonnes grâces de la France, choisissait délibérément de maltraiter ses frères africains innocents avec une rage et une hargne déraisonnables.

46. Face à ces provocations stupides et irritantes, et faisant fi des injures et des insultes proférées quasi quotidiennement par Radio-Conakry à l'encontre du chef d'Etat, du parti, du Gouvernement et du peuple de la Côte d'Ivoire, les Ivoiriens ont cherché, par tous les moyens qu'offre la Charte des Nations Unies, c'est-à-dire par la négociation et par la médiation, à obtenir la libération des personnes détenues dans les geôles guinéennes. En dépit de l'intervention de personnalités africaines illustres comme S. M. Haïlé Sélassié, les présidents Tubman et Modibo Keita, aucune solution positive n'était trouvée et ces innocents continuaient de croupir, sans jugement, dans l'enfer de Guinée.

47. C'est dans ces conditions qu'ont été retenues des personnalités guinéennes de passage à Abidjan, coupables d'avoir violé dans un domaine particulier et important la législation et la réglementation ivoiriennes. En effet, le fait, pour les passagers, d'avoir déposé leur passeport ne signifiait pas que le visa leur avait été accordé. Les personnalités guinéennes n'ignoraient pas les rapports existant entre leur pays et la Côte d'Ivoire. Elle n'ignoraient pas non plus que leur gouvernement, aux sentiments impulsifs et aux humeurs changeantes, avait déclaré quelques jours auparavant que la Côte d'Ivoire était territoire ennemi. Dès lors, elles auraient dû rester dans l'avion ou dans la salle de transit. C'était léger de leur part, et une preuve de naïveté et d'inconscience, de pénétrer sur le sol national ivoirien en sachant qu'elles détenaient dans leurs geôles des citoyens ivoiriens dans des conditions atroces et barbares qui n'avaient d'égaux que les méthodes du régime nazi.

48. Seule, la délégation de Guinée ne comprend pas l'argumentation développée par la Côte d'Ivoire, ce qui n'est pas étonnant. Si elle ne peut pas le comprendre, cependant ce n'est pas de la faute de la délégation ivoirienne. Toutefois, comme le dit le président Houphouët-Boigny, dès qu'un fou assène un coup de poing, la psychiatrie recommande de lui rendre un coup plus fort. C'est le seul moyen de lui faire comprendre qu'il vient de commettre une faute. L'expérience, en tout cas, a été concluante et, compte tenu du déplorable état de santé dans lequel sont revenus ses hommes, la Côte d'Ivoire ne peut que se féliciter d'avoir eu l'occasion de les faire sortir à temps des griffes des tortionnaires de Conakry et de leur avoir épargné ainsi un assassinat certain.

49. Pourtant, interprétant à sa façon ces événements, le représentant de la Guinée a déclaré:

"Cela met en lumière le caractère évident de provocation de l'arrestation tout aussi illégale et arbitraire qu'inutile par la Côte d'Ivoire de la délégation guinéenne. Ce que ce pays visait, en réalité, n'était pas la libération de M. Kamano, ni celle du Kerisper et de son équipage, qu'elle

savait légalement détenus en Guinée, c'est-à-dire en conformité avec la loi et sur la base de faits réels; au contraire, forte des accords de défense qu'elle a passés avec les pays de l'Entente et la France, qu'elle aurait encore entraînés dans une fausse voie, la Côte d'Ivoire souhaitait ardemment une violente réaction du Gouvernement guinéen qui lui aurait peut-être permis, selon ses calculs, de renverser le régime guinéen mais qui aurait, en tous cas, embrasé l'Afrique occidentale avec toutes les conséquences que cela comporte et aurait mis aux prises deux peuples frères qui n'ont rien à gagner dans une guerre fratricide." (1010ème séance, par. 45.)

50. A cette déclaration, la délégation ivoirienne répond que la Côte d'Ivoire s'est choisie comme objectifs progrès et prospérité. Aussi, dès les premiers jours de son indépendance, elle a refusé de se constituer une armée nombreuse et ruineuse et de se lancer dans la course aux armements. Elle a choisi d'employer exclusivement ses ressources à son développement économique et social et au bien-être de sa population. Aujourd'hui, elle se félicite de cette décision et continue à refuser les armes qu'on lui offre car on sait que l'octroi de ces cadeaux est toujours subordonné à des conditions politiques. L'alliance qu'elle a contractée est défensive. La Côte d'Ivoire n'est pas belliqueuse; elle n'a jamais menacé, et ne menacera jamais personne. Elle n'aurait besoin de l'aide de personne pour repousser l'armée guinéenne si celle-ci acceptait de servir d'instrument aux aventures insensées du Gouvernement guinéen.

51. Il se peut que le chef du Gouvernement ivoirien regrette d'avoir imposé au peuple frère de Guinée une dictature sanguinaire. Mais le régime guinéen ne gêne aucunement la Côte d'Ivoire dans sa progression et dans son développement économique. Le parti démocratique guinéen sait que le Rassemblement démocratique africain avait un leitmotiv, "les chiens aboient, la caravane passe". Malgré les vociférations de ce gouvernement irresponsable et inconscient et le temps qu'il perd à se gargariser de mots et à plagier des doctrines, la Côte d'Ivoire se construit. Evidemment, elle ressent les contrecoups de la faillite guinéenne puisque 280 000 de ses frères guinéens ont choisi de fuir l'enfer de Guinée pour venir chercher la liberté et le bonheur en Côte d'Ivoire. On peut venir les interroger. D'autres ont trouvé refuge à Dakar et en France.

52. La délégation ivoirienne saisit l'occasion qui lui est donnée pour avertir solennellement le Gouvernement guinéen et tous ceux qui se sont faits ses complices, qu'Etat indépendant et souverain, la Côte d'Ivoire entend remplir l'obligation qui lui incombe de protéger ses citoyens et qu'elle exige des autres Etats qu'on leur accorde les égards et les privilèges qu'elle accorde généreusement et fraternellement à tous les ressortissants étrangers, aux nombreux Guinéens en particulier, qui résident sur son territoire.

53. Il importe que le Gouvernement de Conakry sache d'autre part, que la Côte d'Ivoire ne souffre d'aucun complexe à son égard. Si elle devait en manifester un ce serait un complexe de supériorité. Prétendre

que la Guinée a fait quoi que ce soit pour la liberté, la dignité de l'Afrique ou pour l'indépendance d'un pays africain, c'est faire preuve d'une singulière méconnaissance même du Parti démocratique de Guinée.

54. Passant à un autre aspect de la déclaration guinéenne, M. Ake note que le représentant de la Guinée, dans sa déclaration du 25 octobre 1967, a prétendu que la délégation guinéenne à Abidjan avait été détenue pour des raisons

"dictées exclusivement par la haine d'un homme, M. Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire, et ses complices, de son gouvernement et de son parti, contre un homme, le président Ahmed Sékou Touré, contre un régime, le régime révolutionnaire guinéen, contre un peuple, le peuple guinéen, le peuple du 28 septembre 1958, celui-là même qui, en opposant un "non" catégorique et sans appel à l'oppression coloniale, en préférant la pauvreté dans la liberté à l'opulence dans l'esclavage a puissamment contribué à la libération de plusieurs peuples frères africains, dont le peuple ivoirien, et à l'affirmation de la volonté de dignité, de bonheur et de paix des peuples longtemps opprimés, humiliés et exploités" (1592ème séance plénière, par. 18).

55. Cette allégation ayant été reprise lors de la séance précédente par le représentant de la Guinée dans sa déclaration, M. Ake estime qu'il est tenu, puisqu'il faut s'expliquer complètement, de détruire les mensonges et de faire tomber les masques, et, à cette fin, de présenter un bref exposé historique qui, il l'espère, ne manquera pas d'intéresser les membres de la Sixième Commission.

56. La vérité historique, quoi qu'en pensent les nationalistes guinéens de salon, et de dernière heure, est la suivante: le premier parti nationaliste de l'Afrique francophone a été le PDCI. C'est lui qui a assumé dès le départ tout le poids de la lutte émancipatrice. Au moment où, sous la conduite de Félix Houphouët-Boigny, ses cadres et ses militants entamaient le dur et héroïque combat pour la dignité et la liberté, les politiciens guinéens avaient partie liée avec l'administration coloniale française et, en la personne de Yacine Diallo, combattaient Houphouët-Boigny.

57. Pour disperser les efforts des colonialistes, le Président du RDA décidait de créer des sections du parti dans toutes les colonies françaises d'Afrique et, aucun Guinéen courageux ne s'étant proposé, accordait son soutien à un fonctionnaire malien qui se trouvait en Guinée, M. Madeira Keita qui devint ainsi le premier secrétaire général du PDG. Cependant, du fait qu'il n'était pas Guinéen, sa lutte contre le régime colonial lui valut une mutation hors de Guinée; il fut affecté au Dahomey. Son départ désorganisa la section guinéenne du RDA. C'est alors que sur la demande expresse et pressante des notables de la région de Nzérékoré, le PDCI décida d'envoyer sous la conduite d'un militant sénégalais, M. N'Diaye, de jeunes Guinéens, militants loyaux du PDCI installés à Abidjan, créer, à Nzérékoré, la première section du PDG.

58. Le président Houphouët-Boigny apprit alors qu'un jeune syndicaliste qui n'était connu de personne et

ne s'était pas manifesté pendant la difficile période initiale, venait de créer une petite cellule à Conakry. Sollicité, le Président se rendit à Conakry où la tante de Sékou Touré lui recommanda vivement ce dernier. Depuis lors, le Président l'entoura des soins les plus fraternels. Des cartes du PDCI avec l'emblème de l'éléphant furent envoyées en Guinée. Elles portaient en surimpression les termes "Section territoriale de Guinée". C'est ainsi que Sékou Touré adopta l'éléphant comme emblème du PDG.

59. Il est inutile d'insister sur tous les efforts déployés pour faire de Sékou Touré un conseiller territorial puis un député à l'Assemblée nationale française. Mais il convient de rappeler à ceux qui ont la mémoire courte et à ceux qui l'ignorent encore, que ce n'est qu'au terme d'une lutte très difficile et grâce au concours financier et moral du Président du RDA et des militants du PDCI que ces élections furent obtenues.

60. Le processus de décolonisation était déjà amorcé. La loi-cadre, à l'élaboration de laquelle le président Houphouët-Boigny avait contribué en tant que ministre d'Etat au côté de son ami, le ministre Gaston Defferre, était votée et mise en application. Appelé par le général de Gaulle à entrer dans le gouvernement qui se proposait de donner une constitution à la cinquième République, le président Houphouët-Boigny, seul membre africain de ce gouvernement, eut à défendre le mémorandum des élus africains. Ce mémorandum, à la rédaction duquel avait participé Sékou Touré, ne demandait pas l'indépendance, mais au contraire un élargissement des dispositions de la loi-cadre de 1956. Les documents se trouvent à Paris, à Abidjan et à Conakry et seront publiés en temps utile.

61. C'est sur la demande du président Houphouët-Boigny qui désirait faire rejeter un amendement introduit par le Comité consultatif prévoyant la révision de la Communauté tous les cinq ans, ce qui ne pouvait que constitutionnaliser la méfiance entre les futurs partenaires de cette communauté, que le général de Gaulle, ce grand décolonisateur auquel la Côte d'Ivoire demeurera toujours reconnaissante, acceptait de donner aux membres de la Communauté la possibilité d'accéder à l'indépendance. L'appartenance à la Communauté n'excluait donc pas l'indépendance puisque tout Etat membre pouvait en sortir et devenir indépendant.

62. Le président Sékou Touré, qui voulait jouer à l'apprenti sorcier sans prendre l'avis de la direction du comité de coordination du RDA, fait sans précédent dans l'histoire du RDA, mouvement démocratique, décida unilatéralement de voter contre la Constitution. Son manque d'expérience joint à une totale ignorance du texte de la Constitution expliquent sa décision. Mais, si tous les intéressés avaient agi ainsi, en votant contre la Constitution, ils auraient joint leurs voix à celles des opposants en France et le texte de la Constitution aurait été rejeté. Dans ces conditions, la Guinée n'aurait pu accéder à l'indépendance le 28 septembre 1958. Elle aurait conservé son statut de territoire d'outre-mer. A la séparation brutale, avec toutes les conséquences que l'on sait, la Côte d'Ivoire a préféré l'indépendance dans l'amitié. Le développement respectif des deux

Etats prouve abondamment que c'est la Côte d'Ivoire qui avait raison. Le président Sékou Touré peut ne cesser d'invoquer la mise en œuvre d'une politique révolutionnaire, mais la réalité qui vient d'être décrite est tout autre.

63. Telle est la véritable histoire de Sékou Touré et du PDG, histoire inséparable des immenses efforts et sacrifices accomplis par les hommes du PDCI et plus particulièrement par le président Houphouët-Boigny. En réponse à ces accusations qui ont pour source une haine pathologique, le président Houphouët-Boigny déclarait, le 17 novembre 1965: "Pour ma part, je ne suis pas et ne serai jamais, quoi qu'il advienne, un ennemi du peuple guinéen." Et dans sa déclaration au Quatrième Congrès du PDCI, il ajoutait "avec tous les Etats africains, nous voulons des relations d'amitié et de bon voisinage. La tolérance continuera à inspirer toute notre action et jamais, en Côte d'Ivoire, ne sera admise une entreprise de subversion dirigée contre un autre Etat africain frère. Nous croyons que chaque Etat a le droit légitime d'instaurer et de suivre le régime qu'il estime le mieux s'adapter à son peuple, le plus susceptible de procurer le mieux-être à ses populations. La Côte d'Ivoire ne peut que souhaiter que tous les autres Etats africains adoptent la même attitude à son endroit."

64. Estimant avoir réduit à néant les élucubrations du représentant de la Guinée, la délégation ivoirienne voudrait, pour passer à des choses plus sérieuses, et cette fois dans un langage qui est celui de la Sixième Commission, traiter sous son aspect juridique la question qui fait l'objet du point 98 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale (Question des privilèges et immunités diplomatiques). Tout le monde sait dans quelles conditions cette question a été inscrite à l'ordre du jour de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale. A la suite du différend qui a récemment opposé le Gouvernement de la Côte d'Ivoire à celui de la Guinée au sujet de la détention de ressortissants ivoiriens en Guinée et de ressortissants guinéens en Côte d'Ivoire, le Secrétaire général, se fondant sur l'Article 105 de la Charte des Nations Unies et sur la section ii de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de 1946^{3/}, a cru devoir prendre l'initiative de demander l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du point intitulé: "Réaffirmation d'une immunité importante des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies (A/6832/Rev.1).

65. L'incident, somme toute regrettable, qui est à l'origine de cette initiative, a mis en relief l'actualité du problème général des privilèges et immunités diplomatiques. En effet, les relations diplomatiques ont été marquées, ces dernières années, par des incidents qui ont mis en cause le principe des privilèges et immunités diplomatiques, c'est-à-dire non seulement les privilèges et immunités des Missions diplomatiques traditionnelles accréditées auprès de gouvernements étrangers, mais également ceux des représentants des Etats Membres des Nations Unies, de l'Organisation elle-même et des fonctionnaires de

^{3/} Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. I, No 4, p. 17.

l'Organisation et des institutions spécialisées. C'est la raison pour laquelle l'Assemblée générale, sur recommandation de son Bureau, a décidé d'étudier le problème des privilèges et immunités dans son ensemble.

66. Dans la déclaration qu'elle a faite au cours de la séance précédente devant la Sixième Commission, la délégation guinéenne a accusé le Gouvernement ivoirien d'avoir violé les dispositions de l'Article 105 de la Charte et de la section 11 de la Convention générale sur les privilèges et immunités des Nations Unies qui couvriraient les personnalités guinéennes qui ont été retenues à Abidjan et que de ce fait un différend serait né entre l'organisation des Nations Unies et la Côte d'Ivoire. C'est là un raisonnement bien spécieux. Cela pose en termes très clairs la question de savoir si, du seul fait de sa qualité d'Etat Membre des Nations Unies, un Etat peut bénéficier des privilèges et immunités dont il est question à l'Article 105 de la Charte alors qu'il n'a pas adhéré à la Convention de 1946 qui précise les droits et obligations des Etats en la matière. La délégation ivoirienne, pour sa part, lui conteste ce droit. En effet, il résulte du texte de l'Article 105 que la Charte ne spécifie pas les privilèges et immunités dont devraient bénéficier les représentants des Membres. Elle se réfère, à cet égard, à des "recommandations" éventuelles de l'Assemblée générale ou à des "conventions" qui seraient "proposées" aux Membres.

67. Il était du reste normal que, dans un domaine où il n'existe pas de règles coutumières, et du moment que la Charte ne spécifiait pas les immunités des représentants des Membres, l'on se rapporte à ce sujet à des textes ultérieurs qui impliqueraient le libre consentement des Membres de l'Organisation. L'Assemblée générale ayant, par sa résolution 21 A (I) du 13 février 1946, décidé de proposer une convention à l'agrément des Membres, les effets juridiques de l'Article 105 du paragraphe 3 de la Charte sont, en fait, épuisés et les questions relatives aux privilèges et immunités de l'Organisation, de ses agents et des représentants des Membres doivent être traitées dans le cadre conventionnel ainsi créé et selon les règles qu'il pose. La délégation ivoirienne estime que, du fait de sa non-adhésion à la Convention générale du 13 février 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies, la Guinée n'est pas fondée à invoquer, du seul fait de sa qualité de Membre des Nations Unies, les dispositions de la Convention précitée.

68. A l'appui de cette affirmation, M. Ake invoque trois principes intangibles du droit international. Selon le premier — pacta sunt servanda —, toute convention en vigueur lie les parties contractantes et doit être exécutée par elles de bonne foi. Les conventions ne sont que la formule la plus efficace trouvée pour organiser de façon cohérente les rapports internationaux qui sont eux-mêmes soumis à un ensemble de règles propres à réduire, sinon à éliminer, le recours à l'emploi de la force dans les rapports entre collectivités souveraines.

69. Cependant, il convient d'insister sur le fait que la notion de réciprocité est une condition capitale qui régit les textes conventionnels. La Commission du droit international l'affirme et les Etats ont

toujours posé comme principe que les accords et les traités devaient être respectés, sous réserve de leur application par l'autre partie. C'est la raison pour laquelle la violation substantielle d'une convention bilatérale ou multilatérale par l'une des parties autorise la ou les parties lésées, à mettre fin à l'ensemble ou à certaines dispositions de la convention ou tout au moins à en suspendre l'application dans ses rapports avec la partie coupable de la violation. Même les conventions internationales sur les privilèges et immunités ne reflètent pas l'ensemble des concepts juridiques fondamentaux. A l'Académie du droit international on affirme qu'il existe "des principes supérieurs, des règles universelles qui commandent l'interprétation des textes et qui, parfois, substituent leur exigence plus haute à la littéralité même des textes positifs; appliquer de tels principes c'est agir en vertu d'une conception plus complète et plus profonde du droit lui-même et de la philosophie du droit".

70. Quoi qu'il en soit, la règle pacta sunt servanda exige que la convention soit en vigueur entre les parties pour qu'elle produise des effets.

71. Dès lors les deux questions qui se posent sont de savoir, d'une part, à quel moment et sous quelles conditions les conventions visées entrent en vigueur et, d'autre part, quelles sont les parties à ces conventions.

72. Pour répondre à ces questions, le représentant de la Côte d'Ivoire fait appel à la règle pacta tertiis nec nocent nec prosunt: le principe de la souveraineté des Etats ne permet pas aux parties à une convention d'imposer des obligations à un Etat tiers sans son consentement. Or, comme il n'existe pas de droit sans obligation, il est bien évident que les conventions qui ne peuvent imposer d'obligations à un tiers ne peuvent également lui conférer de droits. Par conséquent, en ce qui concerne la Guinée, la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de 1946 demeure res inter alios acta. Par ailleurs, la section 32 de la Convention des Nations Unies sur les privilèges et immunités stipule:

"L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et la Convention entrera en vigueur à l'égard de chaque Membre, à la date du dépôt par ce Membre de son instrument d'adhésion."

73. Pour sa part, la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques prévoit en son article 51, paragraphe 2:

"Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion 4/."

74. Il ressort de façon indiscutable de la lecture de ces deux textes que les Conventions en cause ne sont pas réputées être en vigueur pour les Etats qui

4/ Voir Conférence des Nations Unies sur les relations et immunités diplomatiques, Documents officiels, vol. II (publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.X.1, p. 97).

n'y ont pas adhéré conformément aux procédures indiquées. Il est donc difficile d'admettre qu'ils puissent prétendre les invoquer en leur faveur, puisqu'ils n'y sont pas parties. Pour eux, elles n'existent pas. Est-il possible cependant de faire jouer la règle *pacta sunt servanda* contre l'Etat partie à ces conventions et l'obliger ainsi à les appliquer au bénéfice d'un Etat qui n'y a pas adhéré? Une réponse affirmative serait incontestablement contraire à la lettre et à l'esprit même des conventions qui sont réputées ne pas exister pour les Etats qui n'y ont pas adhéré et se heurterait à un autre principe du droit international qui, fondé sur la bonne foi et l'équité, veut que personne ne puisse tirer avantage de ses propres inconséquences: *allegans contraria non audiendus est*. On ne peut pas tricher impunément, même avec sa propre conscience. La diplomatie de ruse et de duplicité a fait son temps. La brutalité, les violences, les incontinences de langage, la diplomatie par l'insulte pratiquées par certains pays qui se disent révolutionnaires sont évidemment incompatibles avec la lettre et l'esprit de la Convention sur les immunités et privilèges des Nations Unies et de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques qui visent à organiser des rapports courtois entre Etats. Au demeurant, la délégation ivoirienne ne peut manquer de faire observer que la Guinée ne peut donner dans la pratique l'exemple du respect des usages diplomatiques.

75. M. Ake fait également observer que c'est il y a 21 ans qu'en application de l'Article 105 de la Charte, l'Assemblée générale a adopté la résolution 22 A (I) relative à l'adoption de la convention générale sur les privilèges et les immunités à accorder à l'Organisation et que la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques existe depuis plus de six ans. Si certains Etats n'ont pas encore adhéré à ces conventions sous prétexte qu'elles sont le produit d'un droit bourgeois, d'aucuns ajoutent impérialiste, droit prétendu incompatible avec les normes et la dialectique révolutionnaire c'est bien, semble-t-il, dans le simple but, suivant les circonstances, soit de garder les mains libres afin de les violer impunément ainsi que l'expérience l'a prouvé en de maintes occasions, soit au contraire de les invoquer pour en tirer avantage.

76. Une telle attitude est inadmissible et intolérable. C'est la raison pour laquelle la délégation ivoirienne estime que l'Assemblée générale des Nations Unies doit inviter les Etats Membres à revenir à des conceptions plus réalistes de leurs droits et de leurs devoirs en tant que membres de la communauté internationale en donnant leur adhésion aux deux Conventions en question. C'est pourquoi elle a accepté l'inscription du point 98 à l'ordre du jour de la session en cours.

77. La seconde partie de la question inscrite vise à la réaffirmation d'une immunité importante des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies. La position de la délégation ivoirienne sur ce point est très claire. C'est à propos de cette question, inscrite à l'initiative du Secrétaire général de l'ONU, qu'elle se trouve en conflit avec ce dernier. Il ne s'agit pas, comme celui-ci le prétend, de la simple exécution d'un engagement pris par la Côte d'Ivoire. Il est

question dans cette affaire d'un conflit juridique sur l'interprétation de certains articles d'une convention, conflit qui porte essentiellement sur le point de savoir quelles sont les parties à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Tant que ce problème ne sera pas réglé et sauf, bien entendu, si tous les Etats adhèrent à ces conventions, la question restera entière et ce n'est pas une simple réaffirmation par l'Assemblée générale qui suffira à la résoudre.

78. L'Assemblée ne saurait, en tous cas, utiliser l'Article 105 de la Charte pour créer, à propos d'un litige particulier, et du reste déjà résolu dans les faits, un mode de règlement des différends non prévu par la Convention dont elle-même a élaboré le texte. Le Secrétaire général des Nations Unies, du reste, s'est parfaitement rendu compte du fait que le seul texte qu'il est possible d'invoquer en la matière était la Convention de 1946, puisqu'il s'y est référé dans sa proposition d'inscription à l'ordre du jour de la vingt-deuxième session d'une question nouvelle. Toutefois, il a négligé deux aspects essentiels du problème: d'une part, ladite Convention contient une procédure de règlement des différends y relatifs qui ne prévoit pas l'intervention de l'Organisation dans les cas analogues au cas considéré; d'autre part, la Guinée seule intéressée — puisqu'il ne s'agissait que d'un différend entre la Côte d'Ivoire et la Guinée, et non entre tel ou tel de ces Etats et l'ONU — n'est pas en droit d'invoquer les dispositions de la Convention de 1946. Aux termes de l'article VIII, section 30, de ladite Convention:

"Toute contestation portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention sera portée devant la Cour internationale de Justice, à moins que, dans un cas donné, les parties ne conviennent d'avoir recours à un autre mode de règlement. Si un différend surgit entre l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et un Membre, d'autre part, un avis consultatif sur tout point de droit soulevé sera demandé en conformité de l'Article 96 de la Charte et de l'Article 65 du Statut de la Cour. L'avis de la Cour sera accepté par les parties comme décisif."

79. Ce texte distingue donc deux catégories de litiges, à savoir les litiges entre l'Organisation et un Membre et les litiges interétatiques. La première catégorie de litiges ne peut porter que sur les privilèges et immunités de l'Organisation elle-même, ou de ses agents, matière dans laquelle l'Organisation est, du reste, compétente pour demander le respect des immunités ou pour les lever. La seconde peut porter également sur les privilèges et immunités des agents de l'Organisation dans la mesure où ceux-ci sont ressortissants d'un Etat Membre, qui est en droit d'exercer la protection diplomatique à leur égard, mais recouvre essentiellement les différends entre Parties à la Convention au sujet du traitement réservé à leurs représentants, qui dépendent, à tous égards, d'eux et d'eux seuls.

80. Il appartient à l'Etat qui prétend que son représentant a subi un traitement non conforme à la Convention de présenter, selon les règles posées par ladite Convention, une réclamation à ce sujet. L'Organisation, alors qu'il ne s'agit pas, comme dans

le cas, par exemple, d'un de ses agents, d'un droit qui lui soit propre, n'a pas à se substituer, en se saisissant de la question par une procédure non prévue par la Convention, à l'Etat intéressé. C'est à cet Etat qu'il incombe, s'il désire et s'il le peut, d'exercer la protection diplomatique à l'endroit de son représentant, le lien juridique qui existe entre le représentant d'un Membre et l'Organisation ne pouvant être assimilé à celui qui, selon l'Article 100 de la Charte, existe entre l'ONU d'une part, et le Secrétaire général et le personnel du Secrétariat d'autre part.

81. Cependant, puisque l'Assemblée générale est saisie de la question des privilèges et immunités diplomatiques, la délégation ivoirienne estime que la seule démarche qu'elle peut logiquement entreprendre est d'inviter les Etats Membres à adhérer aux diverses conventions sur les privilèges et immunités, c'est-à-dire non seulement la Convention intéressant les Nations Unies, mais également la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et à veiller au respect de leurs dispositions. C'est seulement de cette manière qu'elle pourra faire œuvre utile.

82. Le PRESIDENT n'a pas voulu interrompre les représentants de la Guinée ou de la Côte d'Ivoire pendant qu'ils faisaient leurs déclarations bien qu'ils se soient l'un et l'autre quelque peu écartés du sujet. Cependant, s'il estime que les représentants doivent avoir toute possibilité de retracer l'histoire de la question, le Président aimerait leur rappeler que, comme l'a souligné le représentant de la Mauritanie, la Sixième Commission n'a pas à s'occuper d'un conflit survenu entre deux Etats Membres, mais qu'on lui a simplement demandé de réaffirmer certains principes fondamentaux.

83. M. MAYAKI (Niger) demande que la déclaration du représentant de la Côte d'Ivoire soit reproduite in extenso dans le compte rendu analytique.

84. Le PRESIDENT répond que le Secrétariat fera droit à cette demande.

85. M. BENJAMIN (Etats-Unis d'Amérique) précise qu'il parlera surtout de la partie a de ce point de l'ordre du jour.

86. La question à l'examen touche à l'essence même des relations internationales puisque ces relations sont assurées par l'intermédiaire des représentants accrédités des Etats et que, s'ils sont empêchés d'exercer leurs fonctions, il ne peut exister aucune relation internationale utile. En fait, la nécessité fondamentale de protéger ceux par l'intermédiaire desquels sont entretenues les relations diplomatiques a été reconnue dès les temps les plus reculés et l'histoire de l'antiquité fourmille de cas dans lesquels de mauvais traitements infligés à des envoyés diplomatiques ont eu des conséquences graves. A l'ère des Nations Unies, et avec l'accroissement de la portée et de la complexité des affaires internationales depuis 1945, l'importance des privilèges et immunités diplomatiques s'est considérablement accrue. Le nombre des Etats indépendants a doublé; en outre l'ONU et les institutions qui lui sont reliées sont devenues les instruments utilisés pour une grande partie des affaires de la communauté internationale et leurs

activités dépendent directement du respect du statut des organisations, de leur personnel et des représentants des gouvernements auprès de ces organisations. Toutefois, il y a lieu de se demander si la conscience collective est suffisamment convaincue de l'importance fondamentale des privilèges et immunités diplomatiques. Malheureusement, outre des incidents inévitables que les autorités locales sont impuissantes à empêcher, il est d'innombrables cas de mauvais traitements infligés à des diplomates et de dommages causés à des locaux diplomatiques qui semblent résulter de décisions délibérées de gouvernements, allant du consentement placide au recours conscient à des violations du statut diplomatique comme instrument de politique nationale. Les incidents qui se sont produits révèlent qu'un traitement de ce genre a été infligé à des représentants de toutes les catégories de systèmes politique, économique ou social, sans discrimination.

87. Le Gouvernement des Etats-Unis est certain que tous les membres de la Commission reconnaîtront la nécessité fondamentale de sauvegarder un système efficace de privilèges et d'immunités. L'alarmante tendance actuelle des événements doit donc les inciter à la sagesse et ils doivent conjuguer leurs efforts pour essayer de renverser cette tendance. L'ONU devrait dire combien elle s'inquiète de ces infractions aux normes minimums qui s'imposent aux gouvernements, s'ils veulent tous "vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage". L'Organisation devrait demander aux Etats de faire en sorte que les diplomates puissent, à tout moment, exercer leurs fonctions légitimes. Si l'ONU ne se prononçait pas nettement sur la question, l'espoir qui a vu le jour en 1945 pourrait sombrer dans une détérioration progressive des techniques et institutions permettant un dialogue rationnel entre Etats. Maintenir le mécanisme des relations internationales en état de bon fonctionnement ne garantirait pas automatiquement des relations amicales et une coopération entre Etats, mais manquer de le faire vouerait inévitablement à l'échec les efforts communs déployés pour atteindre ce but.

88. M. JEANNEL (France) fait observer que l'incident qui est à l'origine des présents débats paraît avoir trouvé une solution acceptable pour les deux parties, grâce à la volonté d'aboutir montrée de part et d'autre. Il est donc regrettable qu'une controverse désormais sans objet soit reprise à la Sixième Commission. La mission éminente des Nations Unies est certes de promouvoir la bonne entente entre ses Membres, et, le cas échéant, de concilier les divergences. Dans tous les cas, l'Organisation a pour rôle de réduire les tensions et de désamorcer les conflits. En ravivant les querelles, elle prêcherait donc contre son propre esprit. En conséquence, la délégation française adresse un appel à tous les membres de la Sixième Commission pour qu'ils écartent ce qui divise et recherchent ce qui unit.

89. La délégation française ne souhaite pas commenter l'incident à la base du débat et se bornera simplement à rappeler que de nombreux incidents de ce genre, relatifs aux immunités diplomatiques, sont survenus après l'adoption de la Charte et que

les Nations Unies doivent donc s'occuper d'un problème général. Il n'est pas contestable que les personnes chargées d'assurer les relations entre les sujets du droit international doivent bénéficier de toute la protection qui est établie par les conventions internationales. Les privilèges et immunités ne sont pas une faveur accordée à une certaine catégorie de personnes pour la seule raison qu'elles exercent certaines fonctions; c'est une condition qui est indispensable à l'exercice de ces fonctions et qui doit permettre de maintenir en toutes circonstances les contacts entre les gouvernements. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est bien souvent dans les périodes de tension que les privilèges et immunités subissent le plus d'atteinte, alors que précisément l'action de ceux qui en jouissent est des plus indispensables.

90. La délégation française estime que la discussion de ce point de l'ordre du jour doit fournir à l'Assemblée générale l'occasion de réaffirmer sans équivoque l'importance qu'a pour la paix et le développement des relations internationales le respect scrupuleux des privilèges et immunités diplomatiques et d'inviter les Etats à veiller à ce respect et à adhérer aux conventions internationales en la matière. La France appuiera tout projet de résolution qui s'inspirerait des considérations que M. Jeannel vient de formuler.

91. M. BOUATTOURA (Algérie) souligne que la tâche de la Sixième Commission n'est pas de trancher un différend concernant deux Etats Membres de l'ONU — car l'Organisation n'est pas un tribunal arbitral — mais de réaffirmer un principe fondamental régissant les relations internationales. En fait on pourrait s'interroger sur l'opportunité d'une discussion de la question puisque les incidents qui lui ont donné naissance sont réglés de façon satisfaisante. Cette solution heureuse est due, en bonne partie, à l'intervention du Secrétaire général qui n'a négligé aucun effort en vue d'aboutir au dénouement d'une crise survenue entre deux pays amis. Néanmoins, l'Algérie reconnaît, avec le Secrétaire général, qu'il y a lieu d'inviter les Etats à réaffirmer solennellement leur attachement aux principes fondamentaux de la vie internationale, car il ne serait pas sage d'ignorer l'enseignement que l'on peut tirer de l'incident. Il faut prévenir le renouvellement de tels incidents à l'avenir en prévoyant des garanties suffisantes. En conséquence, l'Algérie félicite le Secrétaire général d'avoir prodigué des efforts pour résoudre la crise entre la Côte d'Ivoire et la Guinée et d'avoir proposé l'inscription de cette question à l'ordre du jour.

92. Il n'est certainement pas nécessaire de rappeler que le respect des usages diplomatiques et le respect absolu des conventions régissant les immunités diplomatiques constituent le meilleur gage, et même la condition première, de relations amicales entre les Etats. Si, tout au long de l'histoire, les Etats ont rarement pu éviter des conflits, ils se sont néanmoins efforcés de préserver l'immunité des plénipotentiaires chargés de les résoudre. Cette règle est fondée sur l'argument d'utilité, car si graves que soient les différends, on doit toujours se ménager une possibilité de surmonter les difficultés

par le dialogue. Le respect des prérogatives des représentants d'un Etat accrédité auprès d'une organisation internationale ou auprès d'autres Etats a, en fait, entraîné l'extension et non la restriction du champ des immunités et privilèges, conformément à l'évolution du droit international. Les immunités et les privilèges s'étendent maintenant à des représentants autres que ceux appartenant à la diplomatie "traditionnelle", et c'est pour cette raison même que la Sixième Commission a, récemment, discuté un projet de convention internationale sur les missions spéciales.

93. La délégation algérienne, partageant la préoccupation générale à l'égard des principes fondamentaux en cause, s'est jointe à un certain nombre de délégations pour présenter le projet de résolution A/C.6/L.633. En proposant ce projet, les coauteurs ont été guidés par deux grands impératifs, à savoir la nécessité de ne pas s'écarter du cadre véritable du point examiné et la nécessité d'atteindre l'objectif qui consiste à réaffirmer un principe fondamental contenu expressément à l'Article 105 de la Charte et à la section ii de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies. M. Bouattoura est certain que le projet bénéficiera du soutien de tous les membres de la Commission.

94. La délégation algérienne apportera également son soutien, le cas échéant, à toutes mesures tendant à assurer le respect des obligations des Etats en ce qui concerne la protection du personnel et des biens diplomatiques. L'Algérie, partie à toutes les conventions existantes en la matière, ne pouvait s'abstenir d'appuyer toute proposition réaffirmant la nécessité d'appliquer les dispositions des instruments qu'elle a ratifiés.

95. M. AKWEI (Ghana) dit que sa délégation pense, comme le Secrétaire général, qu'il n'est pas nécessaire de réaffirmer l'inviolabilité de l'une des principales dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, ni indirectement, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques; M. Akwei estime cependant qu'il ne s'agit pas de réaffirmer seulement une immunité particulière mais bien la responsabilité et le devoir qui incombent aux membres de la communauté internationale et notamment aux Etats Membres de l'ONU de respecter et de préserver les normes internationales depuis longtemps reconnues qui régissent la conduite des relations entre les Etats. La délégation ghanéenne se félicite du nouveau libellé du point de l'ordre du jour, adopté à l'initiative des Etats-Unis, et notamment de la partie relative aux "obligations des Etats en ce qui concerne la protection du personnel et des biens diplomatiques". Du fait de l'absence de pouvoir d'exécution en droit international, il appartient à tous les Etats Membres de l'ONU, s'ils veulent assurer un comportement civilisé dans les relations entre Etats, de condamner toutes les violations des normes du droit international, en quelque lieu et quelque moment qu'elles se produisent.

96. Si les Etats membres fermaient les yeux sur les violations par tel ou tel Etat de principes de droit international généralement reconnus tout en s'empressant de condamner un Etat lésé qui cherche réparation d'un délit commis par l'autre Etat parce

que cela engage les Nations Unies, ils manqueraient à leur devoir et même ébranleraient les fondements du droit international. La Charte des Nations Unies et les textes et accords qui l'étaient sont les sources essentielles, mais non uniques, du droit international moderne, car la portée du droit international est plus vaste, et, dans certaines limites, le droit d'exercer des représailles est aussi un principe reconnu du droit international.

97. Avec le Secrétaire général, la délégation ghanéenne adresse ses félicitations à la Guinée et à la Côte d'Ivoire pour avoir enfin réglé le différend qui a motivé l'inscription de la présente question à l'ordre du jour, et espère que la Guinée, ayant fait ce premier pas, jugera possible de revenir complètement à la légalité en autorisant les citoyens ghanéens retenus sur son territoire contre leur gré à retrouver leur famille et leur patrie. La délégation ghanéenne est persuadée que, cela fait et une fois que les autorités guinéennes auront reconnu le droit du peuple ghanéen à avoir la société et le gouvernement de son choix, les relations amicales, si nécessaires aux deux Etats et aux deux peuples, pourront reprendre.

98. La délégation ghanéenne croit devoir parler de l'ensemble de la question des relations entre Etats et de la violation des normes internationales parce qu'on a accusé le Ghana d'avoir créé un précédent, ultérieurement suivi par la Côte d'Ivoire. En cherchant à préciser la position de son gouvernement, M. Akwei désire exprimer la conviction de ce dernier que les Africains ont le devoir de maintenir et de préserver à tout prix, en dépit des machinations et des stratagèmes de l'étranger, les sentiments de fraternité, d'unité et de coopération qui les ont toujours unis malgré les différences de leurs structures gouvernementales et des personnalités de ceux qui les dirigent. Au lieu de se combattre, ce qui est néfaste, les Etats africains doivent s'attaquer aux problèmes bien plus importants et bien plus fondamentaux qui se posent à eux.

99. Le 24 février 1966, un nouveau régime a pris le pouvoir au Ghana, régime qui, s'il a dû recourir à des moyens illégaux pour y parvenir, a été aussitôt approuvé par l'immense majorité du peuple ghanéen, seul habilité à choisir le destin et le gouvernement de son pays. Les Etats du monde ont presque tous reconnu et accepté la nouvelle situation existant au Ghana. Mais le Gouvernement guinéen s'y est refusé et a non seulement offert asile au Président déchu du Ghana — ce qui était son droit — mais a mis à sa disposition des ressources dont on proclame qu'elles doivent permettre la subversion contre le Gouvernement du Ghana et son renversement, en violation flagrante de la règle internationale qui interdit l'ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays.

100. La Guinée a pratiquement déclaré la guerre au Ghana, et lorsque, blessé par elle dans son honneur national, celui-ci a jugé nécessaire de rompre les relations diplomatiques, les autorités guinéennes ont d'abord assigné à résidence l'Ambassadeur du Ghana et ses collaborateurs puis incarcéré l'Ambassadeur et son premier secrétaire. Elles ont, de plus, violé les locaux de l'ambassade

du Ghana, s'emparant de matériel et de documents, et ont illégalement permis à des personnes non autorisées d'utiliser des fonds détenus en Guinée au nom du Gouvernement ghanéen. Ces actes contreviennent de façon flagrante au droit international en général et enfreignent plus spécialement les articles 22, 24, 29, 30, 40 et 45 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Certes, grâce aux efforts du Secrétaire général, le personnel diplomatique ghanéen en question a finalement pu être rapatrié, mais aucune voix ne s'est élevée dans la communauté internationale pour flétrir la violation par la Guinée des obligations qui lui incombent aux termes d'un traité multilatéral rédigé sous les auspices des Nations Unies, et nul non plus n'a condamné la Guinée pour avoir violé des normes communément reconnues régissant les rapports entre Etats.

101. D'intelligence avec le Président déchu du Ghana, la Guinée a ensuite participé à un plan tendant à empêcher un grand nombre de citoyens ghanéens qui se trouvent en Guinée contre leur gré de quitter son territoire. Peu après l'incident, qui mettait en cause le personnel diplomatique ghanéen, 31 étudiants ghanéens rentrant d'Union soviétique, leurs études terminées, ont été arrêtés par le Gouvernement guinéen lors de leur escale de correspondance à Conakry. Dix d'entre eux ont essayé de s'enfuir, mais les autorités ghanéennes en ont repris neuf qu'elles ont écroués dans une prison militaire. Le dixième, qui a réussi à atteindre le Ghana, a confirmé que tous ses camarades étaient retenus par la force par les autorités guinéennes.

102. Au début de juillet 1966, un second groupe de sept étudiants ghanéens rappelés de l'Ecole supérieure du parti, de Moscou, par leur gouvernement ont été arrêtés par le Gouvernement guinéen à la correspondance de Conakry et sont, eux aussi, encore détenus par les autorités guinéennes.

103. Avant l'arrivée en Guinée de ces deux groupes d'étudiants ghanéens rentrant de Moscou, 70 agents de sécurité qui avaient accompagné l'ancien président du Ghana dans sa mission à Hanou étaient arrivés avec lui à Conakry. Depuis lors, ils ont presque tous obstinément cherché à rentrer au Ghana, mais les autorités guinéennes ont confisqué leurs documents de voyage pour les empêcher de quitter la Guinée et ont, par ailleurs, imposé des restrictions à leur liberté de déplacement. Néanmoins, cinq d'entre eux, dont le chef adjoint du personnel de sécurité de l'ancien Président, l'un de ses hommes de confiance les plus proches, ont réussi, au péril de leur vie, à regagner le Ghana: ils ont confirmé que presque tous les Ghanéens encore en Guinée souhaitent être rapatriés.

104. Les efforts répétés qu'a faits le Gouvernement ghanéen pour obtenir leur rapatriement ont échoué devant le refus de coopérer des autorités guinéennes. La médiation du Secrétaire général de l'ONU, du Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et de Gouvernements africains amis n'a servi à rien. Le Ghana a reçu de nouvelles preuves établissant que, le 13 juillet 1966, les autorités guinéennes ont arrêté et incarcéré à Conakry 19 autres Ghanéens résidant en Guinée. En dernier ressort,

le Gouvernement ghanéen a demandé au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés d'intervenir, mais, le mandat du Haut Commissaire étant limité aux questions intéressant les personnes qui répondent à la définition juridique du terme "réfugié", il ne lui a pas été possible d'intervenir.

105. Ainsi, toutes les tentatives faites par le Ghana pour résoudre le problème dans la paix, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, qui lient toutes deux le Ghana comme la Guinée, ont été vaines. Une des fonctions essentielles de l'Etat est de protéger ses ressortissants et de veiller à ce qu'il leur soit rendu justice dans tout territoire étranger où ils peuvent se trouver. D'aucuns soutiennent même qu'un Etat a le droit d'intervenir par la menace ou l'emploi de la force pour protéger ses ressortissants se trouvant dans un autre Etat s'il est manifeste qu'il y a eu déni de justice. Bien que le Ghana ne partage pas cette opinion extrême, il ne saurait faillir à son devoir d'assurer la protection de ses ressortissants par des moyens autres que la menace ou l'emploi de la force. C'est pourquoi le 29 octobre 1966, le Ghana a saisi l'occasion qui se présentait l'amener la Guinée à reconnaître l'illégalité des mesures qu'elle avait prises. Ce jour-là, le Ghana a intercepté à l'aéroport d'Accra 19 ressortissants guinéens, parmi lesquels se trouvaient le Ministre des affaires étrangères de la Guinée et d'autres hauts fonctionnaires, et les a empêchés de quitter Accra jusqu'au moment où les citoyens ghanéens détenus en Guinée auraient reçu l'autorisation de partir. Les ressortissants guinéens ont été finalement relâchés, bien que la Guinée ait refusé de laisser partir les ressortissants ghanéens qu'elle détenait. L'aspect de cet incident qui intéresse le présent débat est le point de savoir s'il existe des motifs juridiques justifiant les mesures prises par le Ghana à cette occasion et justifiant également les mesures ultérieurement prises par la Côte d'Ivoire.

106. La Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques ne sont qu'un mince élément de l'ensemble beaucoup plus vaste de la pratique des nations civilisées et des normes généralement reconnues qui constituent le droit international. Les actes provocateurs de la Guinée sont autant de violations flagrantes de ces normes. En continuant à détenir plus d'une centaine de Ghanéens, la Guinée n'a pas seulement défié ouvertement la souveraineté du Ghana, elle a aussi manifestement violé les droits fondamentaux de ressortissants ghanéens, au mépris des principes de la Charte des Nations Unies. Ayant envisagé tous les moyens pacifiques d'obtenir justice, conformément aux obligations qu'il a assumées en vertu de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine et conformément aux principes généraux du droit international, et ayant échoué en raison de l'hostilité et de l'intransigeance des autorités guinéennes, le Gouvernement du Ghana a estimé qu'il n'était plus tenu d'observer les règles normales de la diplomatie dans ses relations avec la Guinée. Un Etat ne peut violer une loi donnée et réclamer en même temps le bénéfice de cette loi.

107. Eu égard à la série d'incidents qui viennent d'être exposés, la délégation ghanéenne estime que sur le plan tant du principe de la légitime défense que du principe du déni de justice, les mesures prises par le Ghana sont sanctionnées par le droit. Le droit international permet à un Etat d'user de représailles pour contraindre un autre Etat de cesser de transgresser les règles de droit. Cette thèse a l'appui d'autorités éminentes telles que Kelsen et Lord McNair. En détenant l'ambassadeur du Ghana et un autre diplomate en mission officielle, et en violant les locaux diplomatiques ghanéens, la Guinée a contrevenu à un traité; en favorisant la subversion contre le Ghana, elle a enfreint le principe de la non-intervention; enfin, en retenant des ressortissants ghanéens contre leur gré, elle s'est rendue coupable de déni de justice. Etant donné que ces actes accomplis par la Guinée sont des délits au regard du droit international, le Ghana, en ayant recours aux représailles, doit être considéré comme ayant agi en tant qu'organe de la communauté internationale constituée conformément au droit international, ces mesures primitives devant être interprétées comme la réaction de cette communauté devant une violation du droit international.

108. Bien que la résolution 188 (1964) du Conseil de sécurité ait condamné les représailles comme étant incompatibles avec les buts et les principes des Nations Unies, la délégation ghanéenne pense que l'on interprète correctement cette résolution si l'on ne dit qu'elle ne condamne pas le droit généralement reconnu de tout Etat lésé de prendre, contre un Etat qui s'est rendu coupable d'un délit au regard du droit international, des mesures de rétorsion limitées et proportionnées à l'infraction, mais qu'elle condamne uniquement le recours à des représailles faisant appel à la force armée comme étant incompatible avec la Charte des Nations Unies.

109. Quant à l'emprisonnement par la Guinée de l'équipage du chalutier ivoirien *Kerisper*, le Gouvernement ghanéen y est directement intéressé, étant donné que la plupart des membres de l'équipage de ce bateau étaient ghanéens. Ainsi qu'il est dit dans la note en date du 29 juin 1967 adressée au Secrétaire général des Nations Unies par le Ministre des affaires étrangères du Ghana^{5/}, le Gouvernement ghanéen rejette l'allégation de la Guinée selon laquelle l'équipage du *Kerisper* était impliqué dans un complot visant à enlever l'ancien Président du Ghana comme étant totalement dépourvue de fondement.

110. Les autorités guinéennes étaient certes en droit d'avoir des soupçons et de faire une enquête, puisque le bateau se trouvait dans les eaux guinéennes, mais une fois terminée leur enquête préliminaire, elles auraient dû permettre aux représentants des pays dont les suspects étaient ressortissants de s'entretenir avec les détenus et de leur offrir toute l'assistance nécessaire. Une fois la décision prise de les traduire en justice, la Guinée avait le devoir de fournir aux détenus les services d'un conseil ou de permettre aux agents officiels des pays dont ils étaient ressortissants de leur procurer de tels services. En refusant de

^{5/} Documents du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, Supplément de juillet, août et septembre 1967, documents A/8120 et Add. 1 et 2, annexe VI.

respecter ces normes minimales généralement reconnues, la Guinée s'est rendue coupable d'un déni de justice au sens du projet de convention d'Harvard sur la responsabilité des Etats ^{6/}.

111. Il est évident que les mesures prises par la Guinée dans ce cas particulier, caractéristiques de l'attitude adoptée par elle au cours des derniers mois, constituent un délit au regard du droit international, exposant ce pays à des représailles. Colbert a dit que parmi les actions d'un Etat qui donnent lieu à des représailles parce qu'elles sont considérées comme illégales dans la mesure où elles s'appliquent à des étrangers, on peut citer des mesures arbitraires telles que l'arrestation, l'expulsion et la détention sans jugement.

112. Tel est le fondement des mesures prises par le Ghana contre la Guinée et le principe invoqué s'applique également dans le cas de la Côte d'Ivoire. Considérée hors de son contexte, l'action du Ghana est illégale comme celle de la Côte d'Ivoire, mais elle devient légale du fait des délits antérieurement commis par la Guinée au regard du droit international.

113. Ce n'est pas seulement dans une région du monde que les principes devant régir les relations entre les Etats ont été récemment violés; aussi est-il nécessaire de réaffirmer pleinement de toute urgence, les principes et les normes du droit international. Le représentant du Ghana rappelle à ce propos que la République populaire de Chine n'est pas représentée à l'ONU et que l'on vient une fois de plus, de refuser son admission. C'est peut-être dans ce pays plus que dans tout autre que les principes régissant les relations diplomatiques ont été récemment violés de la façon la plus flagrante, et puisque le droit international ne peut pour le moment s'imposer que de façon limitée, il est d'autant plus essentiel d'admettre la République populaire de Chine à l'ONU, afin que la force morale des décisions de l'Organisation puisse agir sur cette grande nation. Bref, le droit international, pour être efficace, doit jouir de l'adhésion de tous les Etats.

114. La délégation ghanéenne espère que la résolution qui sera en fin de compte adoptée par la Commission ne se bornera pas à réaffirmer une immunité importante des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par l'ONU, mais qu'elle sera élargie de façon à comporter une réaffirmation de la responsabilité et du devoir des Etats de respecter tant les normes particulières que les règles du droit international dans leurs relations avec les autres Etats.

115. M. DIALLO (Guinée) dit qu'il est ironique de voir le représentant d'un régime arrivé au pouvoir par des méthodes hautement illégales parler à la Guinée du respect du droit. C'est ce même régime qui est responsable de l'arrestation arbitraire et illégale à Accra du Ministre des affaires étrangères de la Guinée — incident que la Guinée a dénoncé dans les termes les plus véhéments et qui a servi

de prélude aux arrestations qui ont eu lieu à Abidjan. La Guinée pensait que la question était réglée puisqu'elle avait été examinée par l'Organisation de l'unité africaine, mais cela ne semblait malheureusement pas être le cas. Sans vouloir répondre au représentant du Ghana, dont le gouvernement n'est pas reconnu par la Guinée, M. Diallo tient à faire remarquer que le Gouvernement guinéen ne s'est rendu coupable d'aucune violation du droit international. On a prétendu que la Guinée avait arrêté un ambassadeur ghanéen accrédité à Conakry par le président Nkrumah. Cependant, la personne en question du fait de l'Union Ghana-Guinée-Mali était en même temps ministre dans le Gouvernement guinéen. Après le coup d'Etat au Ghana, cette personne avait demandé à être autorisée à participer à la réunion commune des membres du Gouvernement guinéen et des dirigeants politiques pour décider des mesures de sécurité à prendre à l'occasion de l'arrivée de M. Nkrumah à Conakry. C'est par la suite que cet ambassadeur a voulu quitter subrepticement la Guinée, les autorités guinéennes ont cherché à l'en dissuader en faisant appel aux règles de courtoisie les plus élémentaires, et lui avaient demandé d'attendre que de nouvelles mesures soient arrêtées en ce qui concerne la sécurité du président Nkrumah. A l'arrivée de M. Nkrumah, cet homme s'était prosterné devant lui et lui avait baisé les pieds. Il était ensuite rentré à Accra, et le représentant du Ghana peut sans aucun doute fournir d'autres détails au sujet de cet épisode du traitement qui lui a été réservé là-bas.

116. Lorsque la délégation guinéenne a été arrêtée et empêchée d'exposer ses vues devant l'Organisation de l'unité africaine à Addis-Abéba, la Guinée a estimé que cette Organisation avait agi de la façon la plus injuste. Elle avait, en effet, admis les représentants d'un régime qui avait agi comme le font les bandits et qui avait répandu de fausses allégations au sujet de la Guinée. Par respect pour l'Organisation de l'unité africaine, la Guinée a cependant accepté de recevoir à Conakry une mission de l'OUA en vue d'enquêter sur le bien-fondé des allégations avancées contre la Guinée par le régime du Ghana et de vérifier si les ghanéens présents en Guinée y étaient retenus contre leur volonté. Cette mission a accompli en toute liberté son enquête et tous les ghanéens sans exception, ont déclaré qu'ils étaient restés en Guinée de leur plein gré. Mais l'OUA n'en a pas tiré les conclusions appropriées. En tout état de cause, les archives concernant ces faits se trouvent au Secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine et peuvent y être consultées.

117. M. Diallo tient ensuite à répondre au représentant de la Côte d'Ivoire, dont le gouvernement n'a pas saisi le pouvoir par la force et est reconnu par le Gouvernement guinéen. La délégation guinéenne a entendu l'appel lancé par les représentants de la Mauritanie et de la France, et elle tient à assurer la Commission qu'elle ne souhaite pas s'engager dans des polémiques stériles, mais qu'elle cherche seulement à préserver pour l'avenir la sécurité des diplomates prévue dans la Charte des Nations Unies et dans les conventions pertinentes. Si elle répond au représentant de la Côte d'Ivoire, ce n'est que pour rétablir les faits. Toujours soucieux de maintenir une atmosphère sereine au sein de la Commission,

^{6/} Draft Convention on Responsibility of States for Damage done in their Territory to the Person or Property of Foreigners. Voir Harvard Law School, Research in International Law, II, Responsibility of States, Cambridge, Mass., Harvard Law School, 1929.

M. Diallo, compte tenu de la politique modérée de son gouvernement et de sa propre formation de juriste, fondera uniquement ses arguments sur le droit, la justice et la vérité.

118. On aurait pu espérer que le représentant de la Côte d'Ivoire jetterait un jour nouveau sur l'incident et préciserait les motifs qui ont poussé son gouvernement à agir comme il l'a fait, mais ce représentant a préféré, au contraire, s'engager dans une voie plus simple mais bien moins convaincante: il s'est efforcé de justifier l'arrestation arbitraire des diplomates guinéens. Le représentant de la Côte d'Ivoire a nié les faits et les a déformés, mais les faits ont la vie dure. A ce propos, M. Diallo demande formellement que le rapport du Secrétaire général^{7/} ainsi que le mémoire explicatif joint à la demande d'inscription du point 98 à l'ordre du jour de l'Assemblée générale (A/6832/Rev.1) soient mis à la disposition de la Commission. Ce rapport, établi par une personne impartiale et universellement respectée, expose les faits réels qui ont donné lieu à cet incident.

119. Le peuple guinéen et son président, M. Sékou Touré, qui ont été insultés gratuitement par le représentant de la Côte d'Ivoire, n'ont pas besoin d'être défendus, car l'histoire s'en charge. Il suffit de dire au représentant de la Côte d'Ivoire que c'est grâce à l'homme et au peuple qu'il a insultés qu'il peut siéger à la Commission, car ils ont décidé d'opter pour l'indépendance à un moment où M. Houphouët-Boigny ne l'envisageait même pas.

120. Avant l'indépendance, les militants des partis de Guinée et de Côte d'Ivoire avaient entretenu des relations fraternelles et avaient lutté ensemble pour la libération de l'Afrique. Les difficultés n'étaient nées qu'en 1957, lors de l'application de la loi-cadre. Deux thèses s'opposaient alors: d'un côté, M. Houphouët-Boigny, oubliant que la solidarité n'était pas un vain mot, mais un principe issu de sacrifice, préconisait le morcellement de l'Afrique occidentale française, pour que la Côte d'Ivoire puisse garder pour elle ses propres ressources; d'un autre côté, M. Sékou Touré soutenait que l'Afrique ne saurait accepter un tel morcellement.

121. Les difficultés entre la Guinée et la Côte d'Ivoire s'étaient aggravées après le référendum de 1958. La Côte d'Ivoire avait choisi la Communauté française perpétuelle, alors que la Guinée avait opté pour l'indépendance. M. Houphouët-Boigny avait alors lancé une longue et violente campagne contre les dirigeants guinéens et avait prédit la désintégration imminente de la Guinée; de plus, il avait essayé de forcer la France à adopter une attitude antiguinéenne. Cependant, M. Houphouët-Boigny avait en fin de compte choisi l'indépendance pour la Côte d'Ivoire et il avait reconnu lui-même qu'il avait attendu trop longtemps avant de le faire. Il avait souhaité être le premier, mais il n'avait pas su prévoir. Il avait poursuivi ses efforts pour renverser le Gouvernement guinéen et en 1960, pour atteindre cet objectif, il avait accepté des armes de l'OAS, l'organisation de l'armée secrète bien connue pour

ses activités en Algérie. M. Georges Chaffard, à la page 244 de l'ouvrage que le représentant de la Côte d'Ivoire a cité de façon tronquée, déclare qu'en 1960 le Gouvernement du Sénégal n'avait pas été informé du complot, mais que le Gouvernement de la Côte d'Ivoire en avait été mis au courant par des réfugiés guinéens et avait donné son consentement tacite.

122. En 1962, le président Houphouët-Boigny, accompagné d'une délégation importante, s'était rendu en Guinée en visite officielle sur l'invitation du Gouvernement guinéen, qui avait espéré pouvoir maintenir des relations amicales avec la Côte d'Ivoire, et il avait pu y observer la situation réelle. Néanmoins, le président Houphouët-Boigny avait organisé en 1965 un complot contre la Guinée, et M. Kamano avait été arrêté pour sa participation à ce complot. M. Kamano est un beau-parent des Guinéens en ce sens qu'il a épousé une jeune fille guinéenne élevée par le président Sékou Touré et était considéré en Guinée comme le gendre du Président. C'était un opposant au régime du président Houphouët-Boigny, tout comme l'actuel Ministre des affaires étrangères, M. Usher, et il avait été emprisonné en Côte d'Ivoire pour son opposition au gouvernement et avait été libéré sur les instances du président Sékou Touré, mais seulement après avoir consenti à appuyer les sinistres desseins du président Houphouët-Boigny. On a prétendu que les aveux de M. Kamano avaient été exorqués par la torture, mais en fait, lorsqu'il avait été arrêté et informé des preuves qui existaient contre lui, M. Kamano avait immédiatement et spontanément avoué. D'autres gouvernements auraient condamné M. Kamano à une peine plus sévère que celle de 15 ans de prison qui lui a été infligée par le Gouvernement guinéen. Si M. Kamano a jamais été torturé, ce fut dans les prisons du président Houphouët-Boigny. La délégation guinéenne regrette infiniment que le projet de nommer M. Kamano membre de la délégation de la Côte d'Ivoire à l'Assemblée générale n'ait pas été mis à exécution car elle aurait aimé ouvrir son dossier sur cette partie de l'affaire.

123. Il y a encore aujourd'hui quelques aventuriers guinéens à Abidjan, des criminels récidivistes et repris de justice pour la plupart, dont l'objectif déclaré est de renverser le Gouvernement guinéen et qui sont financés par le Gouvernement ivoirien. En revanche, la Côte d'Ivoire n'a jamais pu citer et ne citera jamais un seul cas d'ingérence de la Guinée dans ses affaires. Selon le représentant de la Côte d'Ivoire, la Guinée vit dans la misère. La vérité est que la Guinée a un régime démocratique et populaire, dans le cadre duquel le peuple exerce les pouvoirs du gouvernement, tandis que la Côte d'Ivoire a un gouvernement tribal dominé par la tribu du chef de l'Etat; en Guinée, les ressources nationales sont exploitées au profit du peuple, tandis qu'en Côte d'Ivoire toute la richesse nationale est exploitée au profit des étrangers. Certes, la Guinée a des difficultés, car il ne peut y avoir ni liberté ni responsabilité sans difficulté, mais le Gouvernement guinéen jouit du soutien de la nation et le président Sékou Touré est l'incarnation des aspirations de son peuple. Le Président de la Guinée circule tous les jours dans les rues de la capitale; lorsque le Président de la

^{7/} Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-deuxième année, Supplément de juillet, août et septembre 1967, documents S/8120 et Add. 1 et 2.

Côte d'Ivoire pourra faire la même chose, la délégation guinéenne croira qu'il jouit de l'appui de son peuple.

124. M. Diallo propose formellement que l'ONU envoie en Guinée et en Côte d'Ivoire une mission composée d'un tiers de Guinéens, d'un tiers d'Ivoiriens et d'un tiers d'éminentes personnalités internationales, qui serait accompagnée de journalistes qu'elle choisirait elle-même et qui serait chargée de déterminer le degré de liberté réelle qui existe dans les deux pays et le sort réservé aux détenus.

125. Le représentant de la Côte d'Ivoire a dit que dans son pays on n'assassine pas, on ne tue pas, on n'emprisonne pas. Comment explique-t-il alors le massacre en 1956 des Dahoméens et leur expulsion de Côte d'Ivoire, l'arrestation de la majorité des membres du gouvernement simplement parce qu'ils voulaient que le président Houphouët-Boigny adopte une politique africaine plus progressiste, la mort de Biaka Boda, Sékou Sanogo et Ernest Boka?

126. La délégation guinéenne n'a abordé ces questions, qui relèvent de la souveraineté des deux Etats intéressés, que parce que le représentant de la Côte d'Ivoire l'a obligé à le faire, et qu'elle n'a rien à cacher. Elle tient à ramener la discussion au seul point pertinent, qui est la protection des privilèges et immunités diplomatiques.

127. En réponse aux arguments juridiques spécieux qui ont été avancés par le représentant de la Côte d'Ivoire, M. Diallo fait observer, tout d'abord, qu'il n'y a pas de différend entre la Guinée et la Côte d'Ivoire au sujet de l'arrestation arbitraire des diplomates guinéens, encore que la Guinée ait naturellement tiré les conclusions qui s'imposaient sur le plan moral en ce qui concerne les relations entre les deux pays; le différend existe, en fait, entre l'ONU et la Côte d'Ivoire et entre l'ONU et la Guinée. La Guinée a toujours tenu l'ONU responsable de cet incident, et c'est l'ONU qui a invoqué la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies contre la Côte d'Ivoire. Cette Convention, conformément à sa section 35, reste en vigueur entre l'ONU et tout Etat Membre qui y a adhéré tant que cet Etat est Membre de l'Organisation. En second lieu, il n'y a pas eu différend au sujet de l'interprétation de la Convention; il y a simplement eu une violation de la Convention. Qui plus est, les diplomates guinéens voyageaient non en tant que ressortissants guinéens, mais strictement dans l'exercice de leurs fonctions officielles dans le cadre de l'ONU. En tout état de cause, la Côte d'Ivoire est partie à la Convention, et la Côte d'Ivoire l'a violée; le fait que la Guinée n'est pas partie à cette Convention n'a rien à voir en l'espèce.

128. M. AKWEI (Ghana) dit que les assertions faites par le représentant de la Guinée au sujet des réfugiés ghanéens en Guinée sont contraires à la vérité. M. Diallo a dit que lorsque ces personnes avaient été interrogées elles avaient refusé de rentrer; pourtant, certaines d'entre elles ont réussi à s'enfuir au Ghana au péril de leur vie. M. Akwei met le Gouvernement guinéen au défi de permettre aux

personnes en question d'être interrogées en territoire neutre, à l'abri de toute pression.

129. Pour ce qui est des observations du représentant de la Guinée quant à la validité du Gouvernement ghanéen, M. Akwei répond que ses compatriotes n'ignorent ni les qualités de Nkrumah, ni ses défauts, qui ont apporté au Ghana la dictature et la destruction. Seul le peuple ghanéen peut déterminer lui-même quels seront les dirigeants. Le 24 février 1966, les Ghanéens ont décidé qu'ils en avaient assez de la dictature de Nkrumah. Il faut espérer que les Guinéens, instruits de l'expérience de Nkrumah, comprendront que si un gouvernement cesse d'avoir l'appui de son peuple et refuse toute possibilité de réforme constitutionnelle, il met sa propre existence en danger.

130. L'ambassadeur du Ghana n'avait pas été envoyé en Guinée pour s'entretenir avec le Gouvernement guinéen des mesures de sécurité. Il n'en demeure pas moins que l'ambassadeur du Ghana s'était vu refuser l'exercice normal de son droit de rentrer dans son pays.

131. Les détenus guinéens ont été bien traités pendant leur séjour au Ghana, comme ils pourront en témoigner s'ils le désirent.

132. M. AKE (Côte d'Ivoire), usant de son droit de réponse, dit que, compte tenu de l'heure tardive, il n'abordera que deux points. Tout d'abord, le Gouvernement guinéen a un dossier sur M. Boka, ancien président de la Cour suprême de Côte d'Ivoire et peut s'y référer. Il fait remarquer que les hommes qui ont comploté contre le Gouvernement ivoirien sont actuellement en liberté.

133. Pour ce qui est de la proposition du représentant de la Guinée tendant à ce que l'on envoie une mission pour enquêter sur le degré de liberté qui existe en Côte d'Ivoire, la délégation ivoirienne accueillerait favorablement une telle mission. En Côte d'Ivoire, les prisonniers de droit commun sont traités conformément à la loi et à la Déclaration universelle des droits de l'homme, et il n'y a pas un seul prisonnier politique.

134. M. ACHKAR (Guinée) dit que sa délégation ne répondra pas plus avant aux affirmations trompeuses de la délégation ghanéenne. Il ne peut s'instaurer aucun dialogue entre la délégation ghanéenne et la délégation guinéenne, car elles ne parlent pas la même langue. La délégation guinéenne propose qu'on envoie une commission au Ghana, en Côte d'Ivoire et en Guinée, pour enquêter sur la situation qui règne dans les prisons et sur les conditions d'exercice du droit d'asile. La délégation guinéenne ne répondra pas non plus à la délégation de la Côte d'Ivoire, car elle a achevé cette discussion et en a terminé avec la Côte d'Ivoire et elle espère que la Commission, passant à des affaires plus sérieuses, s'emploiera à adopter une résolution.

135. Le PRESIDENT dit que la Commission a entendu des déclarations très éloquentes et très émouvantes au sujet des tristes et douloureux incidents qui sont

intervenues en Afrique. Il tient à rappeler une fois de plus aux membres de la Commission que celle-ci doit s'occuper, non pas du règlement d'un différend éventuel entre deux Etats, mais des principes relatifs

aux privilèges et immunités diplomatiques et de leur respect à l'avenir.

La séance est levée à 19 heures.